

# Budget Friday night fever au 16, rue de la Loi

## Globaliser les revenus? Taxer l'immobilier? Vos suggestions pour une fiscalité «équitable»

**C'**est déjà ça. Alors que les vice-Premiers de l'Atte-lage Michel ne s'étaient plus réunis ensemble, en kern, depuis la séance «thérapeutique» de mardi soir – censée faire digérer la politique de la chaise vide pratiquée la veille par le CD&V suite à l'accueil glacial réservé à sa proposition sur les plus-values –, voilà qu'ils ont passé le plus clair de leur temps ensemble ce vendredi.

Les vice-Premiers se sont retrouvés à 11h au 16, rue de la Loi, pour alterner séances plénières et discussions bilatérales tout au long de la journée. Histoire de relancer la machine budgétaire qui tournait un peu en rond depuis le début de la semaine. Réunion «de la dernière chance» ou ultime ligne droite avant l'atterrissage, il était trop tôt pour le dire à l'heure d'écrire ces lignes.

Alors, en attendant, on en profite pour vous en dire un petit peu plus du budget ficelé par le gouvernement fédéral – du moins, dans sa dernière version, toujours provisoire. Pour 2016, afin de limiter les dégâts, Michel réalise un effort de 308 millions. Pour l'essentiel, c'est en 2017 que cela se passe: 3 milliards d'euros.

Penchons-nous sur le cru 2017, où les économies se taillent la part du lion (70%, voir infographie ci-contre). Cela a été dit et redit: les soins de santé absorbent à eux seuls 900 millions du tour de ceinture – au total, la Sécu livre en 2017 un effort approchant 1,4 milliard. L'addition générale est la suivante: 3 milliards à trouver, dont un «buffer» de sécurité de 740 millions. Là-dedans, Michel réactive pour 1,1 milliard de mesures déjà décidées mais non encore exécutées.

Confirmation: le précompte mobilier valse bien de 27 à 30%. Confirmation toujours: la taxe sur la spéculation, mal calibrée, est supprimée, tandis que la taxe boursière est dopée. Confirmation enfin: l'enveloppe bien-être ne sera plus allouée à 100%, mais à 75% (contre 60% sous Di Rupo). Un peu rude tout de même, celle-ci ayant été présentée, à l'époque, comme une compensation au saut d'index. Côté mobilité, Michel semble ne pas toucher aux voitures de société et plancher sur l'élaboration d'un budget mobilité. B.M.

L'avocat fiscaliste Thierry Afschrift a lu les propositions des lecteurs de L'Echo pour une fiscalité plus «équitable». Voici ce qu'il en pense.

ISABELLE DYKMANS

Une fiscalité «équitable». Voilà ce que le CD & V exige de ses partenaires du gouvernement et qui a provoqué la crise politique de cette semaine. Mais que serait une fiscalité équitable à vos yeux? Nous vous avons posé la question cette semaine. Voici les six propositions qui ont été le plus souvent évoquées par les internautes (pour les consulter, allez sur [www.lecho.be/fiscalite](http://www.lecho.be/fiscalite)). Réalistes? Réellement «équitable»? Nous avons demandé à Thierry Afschrift de les commenter. Pour lui, une flat tax (à 20%) serait la meilleure idée à retenir.

### 1. Globaliser tous les revenus

C'est ce qu'on a fait jusqu'au début des années 1980. Mais, depuis, les revenus ont été déglobalisés, car on s'est rendu compte qu'il y avait des situations où il était impossible de globaliser. Par exemple, un commerçant qui part à la retraite et vend son fonds de commerce, un salarié qui touche un capital pension... Taxer ces revenus à 50% est injuste. Si l'on parle uniquement de globaliser les revenus mobiliers, cela peut se défendre pour les intérêts, mais il faut tenir compte de l'inflation! Aujourd'hui, les épargnants ne gagnent rien avec les intérêts qu'ils perçoivent, cela ne compte même plus l'inflation. Quant aux dividendes, si on les globalise, alors le contribuable devrait pouvoir déduire l'impôt des sociétés... De toute façon, on n'est pas loin déjà d'une globalisation des revenus mobiliers vu que le précompte risque de grimper à 30%.

### 2. Taxer les revenus réels de l'immobilier

Cela pourrait être considéré comme «plus équitable», mais alors on ne peut pas les taxer deux fois, comme c'est le cas déjà aujourd'hui. Actuellement, les propriétaires sont taxés via le précompte immobilier et via l'impôt des personnes physiques, le tout sur la base du revenu cadastral. Donc si on passe à la taxation des revenus réels, il faudra supprimer le précompte immobilier, ce qui va créer un conflit d'intérêts entre l'Etat et les communes, qui récupèrent la majorité du précompte. Et de plus, les contribuables pourraient déduire leurs frais réels, il n'est donc même pas sûr que cela soit rentable.

### 3. Revoir la progressivité de l'impôt

Le barème d'imposition en Belgique a la particularité que l'on arrive très vite à la dernière tranche d'imposition à 50%, ce qui correspond en moyenne, avec les centimes additionnels, à 54%. Tous les revenus moyens (à partir d'environ 30.000 euros par an) sont donc déjà très fortement taxés et donc la plupart des gens sont déjà taxés

à un taux compris entre 40 et 50%. En réalité, le taux de la dernière tranche n'est pas plus ou moins élevé que dans les autres pays, mais la différence, c'est que l'on y arrive très vite. On pourrait donc en effet imaginer une courbe qui monte moins vite, mais cela pèserait beaucoup trop sur les recettes de l'Etat. Il faudrait qu'il diminue considérablement ses dépenses.

### 4. Augmenter la TVA sur le luxe et la diminuer sur les produits de base

Les produits de première nécessité bénéficient déjà d'un taux de TVA réduit de 6%. C'est vrai que la TVA sur une Lada ou une Rolls Royce est toujours de 21%. Mais augmenter le taux de TVA sur les produits de luxe, c'est une mesure trop facile à éviter pour les gens. Avec la libre circulation des biens, les gens n'ont qu'à aller ailleurs, au Luxembourg par exemple, pour faire leurs achats. En Belgique, tout le monde habite près d'une frontière...

### 5. Supprimer le régime fiscal des voitures de société

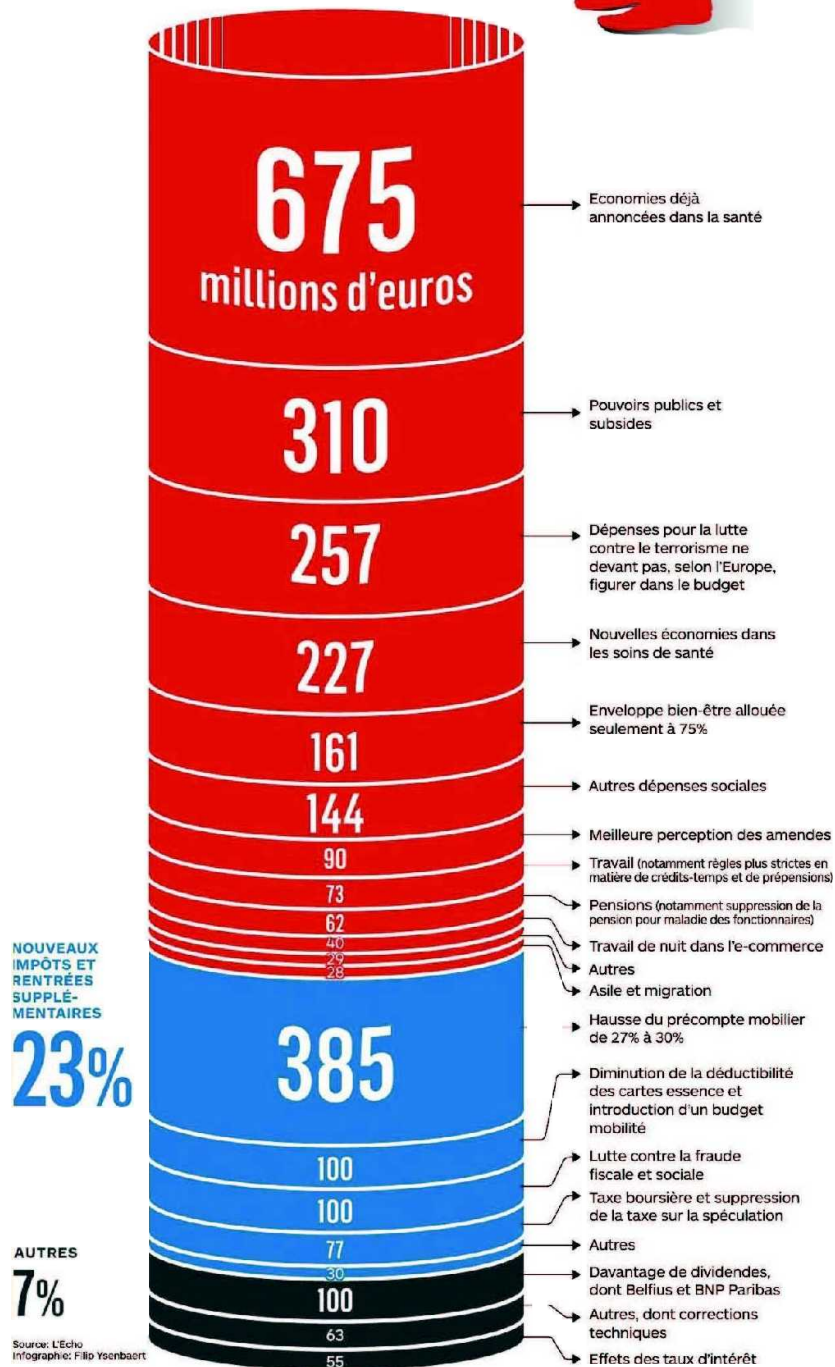
Le principe du régime fiscal des voitures de société, c'est que ceux qui en bénéficient sont taxés sur un avantage de toute nature qui est évalué forfaitairement, et qui est moins élevé que l'avantage réel. Cela peut paraître inéquitable par rapport à ceux qui n'en bénéficient pas... Mais ce sont bien les travailleurs qui sont taxés. Si vous supprimez le régime fiscal des voitures de société, cela va donc retomber sur les travailleurs, cela revient à taxer davantage les revenus. La solution plus équitable serait d'introduire un budget mobilité, donc un cadre fiscal équivalent pour ceux qui viennent à pied, en voiture, à vélo, qui habitent tout près de leur lieu de travail, etc.

### 6. Instaurer un taux d'impôt unique pour tout le monde

C'est cette proposition qui semble la plus intéressante. Il s'agit donc d'une «flat tax», qui consiste à payer un pourcentage fixe d'impôt, le même pour tout le monde et pour toutes les tranches d'imposition. Je partirais pour un taux de 20%. Tous les revenus sont globalisés, et vous payez 20% d'impôts sur le total, à l'exception du minimum vital non imposable. Cela comprend donc par exemple les plus-values. Mais par contre, tous les régimes dérogatoires sont supprimés (déductions, etc.).

Est-ce un système qui avantagerait les plus riches, vu qu'il n'est pas progressif? Non, car si l'on prend la peine de regarder l'ensemble, on constate que ce sont les plus riches qui bénéficient de déductions: ceux qui ont les moyens d'épargner, ceux qui ont les moyens de faire appel aux titres-services, ceux qui sont propriétaires, etc. Il y a donc de fait aujourd'hui une «flat tax» qui tourne autour de 40%... Avec un système pareil, il y aurait beaucoup moins de litiges, et cela diminuerait le nombre de fonctionnaires nécessaires. Bien sûr, ce ne serait pas une bonne nouvelle pour les fiscalistes...

# Comment Michel comble-t-il le trou budgétaire de 3 milliards d'euros ?



Servais Verherstraeten (CD&V)

## «Oui, nous jouons un rôle social dans ce gouvernement. Et nous le jouons bien»

### LES PHRASES CLÉS

«Si nos partenaires étudient notre formule de taxation des plus-values, ils devront bien reconnaître qu'il s'agit-là d'un modèle vraiment équitable.»

«Taxer les plus-values doit être mené de concert avec la réforme de l'impôt des sociétés. Ce sont deux dossiers nobles.»

«Aucun parti n'a intérêt à provoquer des élections. Il faudra bien trouver une solution à l'amiable.»

### INTERVIEW

BENOÎT MATHIEU

**C**rise? Crisette? Juste un moment, inévitable voire nécessaire, de dramatisation? Au final, quelle que soit l'étiquette que l'on colle, le fait ne peut être nié; l'ambiance est tendue au sein de l'équipe Michel. La preuve: Charles Michel s'est fendu d'un singulier appel à l'unité, ce jeudi à la Chambre. Il faut resserrer les rangs! La preuve: il a fallu deux jours de bilatérales et de séances de «massages» individuels pour que le Premier se décide à relancer les négociations collectives. Et au milieu de tout cela, c'est le CD&V qui est pointé du doigt, désigné responsable de la crispation, avec sa proposition – tardive – de taxer les plus-values. Comment le vivent les chrétiens-démocrates flamands? Nous l'avons demandé à Servais Verherstraeten, leur chef de groupe au Parlement.

#### Comment qualifiez-vous la situation actuelle?

C'est vrai, il existe une certaine tension au sein de la majorité, à cause de points de vue différents. Mais n'exagérons rien non plus. Je garde la conviction que tous les partenaires veulent atterrir. Ce n'est pas la première crise qu'ils doivent affronter. Il y a déjà eu des moments difficiles, comme lors des négociations autour du tax shift II, à la fin 2015. Et à cette époque, on n'a pas résolu tous les problèmes qui s'étaient posés; il y avait ainsi eu quelques tensions sur... la taxation des plus-values. Il serait donc bon qu'on clôture ces dossiers une bonne fois pour toutes, afin que cela soit dans notre dos et que l'on puisse avancer.

#### Votre parti réclame la taxation des plus-values. Mais tout le CD&V se retrouve-t-il derrière cette proposition? Qui doit certes faire plaisir à l'aile gauche. Sauf qu'il en existe aussi une droite.

Dans tous les partis cohabitent différentes chapelles. Quant à notre proposition de taxation des plus-values, tout le monde est sur la même ligne. Pourquoi? Parce qu'elle épargne les PME, de même que les starters, les entreprises qui se lancent. Parce qu'il y a un seuil, en dessous duquel les plus-values

sont exemptées. Parce qu'on ne touche pas aux plus-values historiques; en quelque sorte, le compteur se met en marche en janvier 2017. Parce qu'on ne peut pas dire non plus que notre proposition menace le développement économique: les plus-values réinvesties sont exonérées. Parce que les moins-values sont déductibles et les pertes générées peuvent être reportées sur cinq ans. Parce que notre proposition favorise le «patient capital»: plus longue est la durée de détention des titres, plus légère est la taxe.

#### C'est à ces conditions que le parti dans son ensemble s'y retrouve?

Oui. Le boulanger, le boucher, le notaire, le médecin ou l'avocat ne tombent pas sous le coup de notre proposition. Et celui qui a investi dans une grande société ne devra pas payer s'il garde ses actions sur le long terme. La Belgique compte plus de 400.000 entreprises; seules 8.000 à 9.000 devraient être touchées.

#### Le CD&V est-il vraiment prêt à en faire une question de gouvernement? Autrement dit, à claquer la porte de Michel s'il n'obtient pas gain de cause?

Si nos partenaires étudient attentivement notre formule, avec toutes les conditions qui l'accompagnent, ils devront bien reconnaître qu'il s'agit-là d'un modèle vraiment équitable. Et que cette idée vit dans la population. Si l'on demande des efforts, il est normal que tout le monde contribue. Notre demande répond à ce besoin d'équité. Pour nous, le sujet est de haute importance.

#### Et si ça cale malgré tout?

Je reste optimiste. Je pense qu'un compromis peut être trouvé. Et qu'il redorera le blason de ce gouvernement et améliorera la perception que s'en fait la population. Taxer les plus-values doit être mené de concert avec la réforme de l'impôt des sociétés. Ce sont deux dossiers nobles, qu'il convient de résoudre en même temps.

#### Votre parti joue gros. S'il doit reculer, il apparaîtra comme le perdant de la négociation. Un rôle qui lui a déjà été attribué à la sortie du round budgétaire précédent.

Je ne suis pas d'accord avec ce point de vue! Il suffit de regarder le tax shift, de même que les budgets 2015 et 2016. Ce sont surtout les revenus les plus bas qui ont bénéficié du coup de pouce au pouvoir d'achat. Et les pensions les plus faibles ont été revalorisées via l'enveloppe bien-être. Je pense que l'on a toujours trouvé un équilibre qui pouvait être défendu face à la population. C'est la même chose pour le budget 2017: il est équilibré. Certes, on demande des efforts à la Sécu, mais on ne touche pas à l'index ni aux allocations de chômage. Et les seules taxes qui sont revues à la hausse ne concernent pas les gens qui travaillent, mais ciblent les gens qui disposent d'importants moyens.

Oui, nous jouons un rôle social dans ce gouvernement. Et nous le jouons bien.

#### Outre le contenu qui fait grincer des dents, vos partenaires vous ont aussi reproché le timing. Pourquoi avoir attendu que le budget soit quasiment bouclé pour sortir sur les plus-values?

Allons. Nos ambitions étaient connues depuis un bon bout de temps. Taxer les plus-values? On en a parlé durant la formation du gouvernement. Durant l'élaboration du tax shift. Nos partenaires ne peuvent se dire surpris. Ensuite, il est vrai que la confiance entre partenaires pourrait être améliorée.

Durant les discussions autour du tax shift, ce qui était mis sur la table se retrouvait parfois dans la presse, suite à une fuite organisée. C'est la raison pour laquelle les contours concrets de notre proposition ont été précisés à ce moment-là.

**N'empêche. Le CD&V parviendra-t-il à imposer à un gouvernement de centre droit ce que le PS n'est jamais parvenu à faire passer en près de trente ans de pouvoir?** Ce gouvernement a déjà pu réaliser un tax shift qui profitait davantage aux revenus les plus bas. Et ça, sans les socialistes. Alors, pourquoi pas les plus-values sans les socialistes? Cela prouverait que cette majorité est une majorité qui essaie de trouver un équilibre qui profite à tous.

**Vous vous attendiez à ce que cette majorité soit si chahutée, alors qu'elle est une des plus homogènes sur le plan politique?** Toute coalition est difficile. Et est influencée par des événements extérieurs. Qu'il s'agisse d'une crise bancaire, économique ou des attentats et des questions de sécurité. Ici, la coalition comporte trois partis flamands, qui pêchent peu ou prou dans le même vivier électoral. Il est normal que cela débouche sur une certaine concurrence et que cela influence les relations politiques. C'est le cas, cela a toujours été le cas et cela le restera dans le futur. C'est une conséquence naturelle de la politique, qu'il ne faut pas exagérer non plus.

#### Vous dites que les chiffres du budget 2017 sont équilibrés. Permettent-ils toujours de tenir la trajectoire budgétaire, qui prévoit le retour à l'équilibre en 2018?

Si les chiffres restent ceux dont on a parlé, alors il me paraît très difficile de renouer avec l'équilibre en 2018. Mais on verra.

#### Le gouvernement est-il proche d'un accord?

Avec un peu de bonne volonté, cela peut être le cas. Aucun parti n'a intérêt à provoquer des élections. Et je ne pense pas que c'est ce que la population attend. Il faudra bien trouver une solution à l'amiable.

#### D'ici lundi?

La situation est difficile. Je préfère ne pas répondre à cette question. Le plus tôt possible.